



## MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

### REGLEMENT DE LA CONSULTATION

### MARCHE DE FOURNITURE DE VEHICULES

#### MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(passé en application des articles L.2123-1 à L.2123-8 et R. 2123-1 à R. 2123-8  
du Code de la commande publique)

**Marché à procédure adaptée n° 2021-7100-20**

Date d'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence :	<b>Marchés Online : Le 07/04/2021</b> <b>BOAMP/JOUE : Le 07/04/2021</b>
Date et heure limite de remises des offres :	<b>Le 07 Mai 2021 à 22h00 heure locale</b> (cf avis d'appel public à la concurrence)

## ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR/DONNEUR D'ORDRE

### ■ Désignation du pouvoir adjudicateur :

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Guyane, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 PARIS RCS dont le siège est, Avenue de St Mandé, 75570 PARIS Cedex12.

La personne signataire du marché est la Directrice Territoriale pour la Guyane, Madame Catherine LATREILLE.  
Direction Territoriale de Guyane

541 Route de Montabo - CS 87002 - 97300 Cayenne

☎ : 0594 25 53 70 ☎ : 0694 20 90 27 ✉ : [catherine.latreille@onf.fr](mailto:catherine.latreille@onf.fr) 📠 : dt.guyane@onf.fr

### ■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'Article R.2191-60 à R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances) :

La Directrice Territoriale, Madame Catherine LATREILLE,  
ou le chef du Service Affaires Générales, Monsieur Sébastien MORMONT.

☎ : 0594 25 53 87 ☎ : 0694 20 90 27 ✉ : [sebastien.mormont@onf.fr](mailto:sebastien.mormont@onf.fr)

### ■ Personne en charge de l'exécution et du suivi du marché :

Monsieur Sébastien MORMONT, Chef du Service Affaires Générales de l'Office National des Forêts  
541 Route de Montabo - CS 87002 - 97300 Cayenne

☎ : 0594 25 53 87 ☎ : 0694 20 90 27 ✉ : [sebastien.mormont@onf.fr](mailto:sebastien.mormont@onf.fr)

### ■ Service auprès duquel des renseignements d'ordre juridique, administratif ou technique peuvent être obtenus :

Monsieur Sébastien MORMONT, Chef du Service Affaires Générales de l'Office National des Forêts  
541 Route de Montabo - CS 87002 - 97300 Cayenne

☎ : 0594 25 53 87 ☎ : 0694 20 90 27 ✉ : [sebastien.mormont@onf.fr](mailto:sebastien.mormont@onf.fr)

### ■ Désignation, adresse, du comptable assignataire :

Le comptable assignataire des paiements est Madame l'Agent Comptable Secondaire de l'Office National des Forêts – Antilles Guyane – Office National des Forêts - CS n° 11100 - 97207 FORT-DE-France Cédex.

## ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUE DU MARCHE

### 2.1-Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la fourniture de véhicules pour l'Office National des Forêts en Guyane.

Les prestations portent sur le véhicule suivant :

Pick-up : simple cabine 4X4, 5 places, diesel.

Les véhicules doivent être livrés avec les spécifications techniques particulières propres à l'Office National des Forêts telles que précisées au présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières.



## 2.2-Procédure

Il s'agit d'un marché ponctuel passé selon la procédure adaptée, en application des articles des articles L.2123-1 à R.2123-8 et R. 2123-1 à R. 2123-8 du Code de la Commande Publique.

## 2.3-Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

34113200

Véhicule tout terrain

## ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES DU MARCHE

### 3.1 – Forme

Marché ponctuel constitué d'un lot unique.

### 3.2 – Modalité d'attribution du marché

Le marché sera attribué à un seul et même soumissionnaire.

### 3.3 – Date de livraison

Le marché est à exécuter au plus tard le 09 Juillet 2021.  
Délai 2 mois.

### 3.4 – Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (article R. 2194-1 à 10 relatifs au Code la Commande Publique), et/ou aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires - article R. 2122-7 relatif au Code la Commande Publique).

### 3.5 – Décomposition en tranche : sans objet

### 3.7 – Décomposition en lots : sans objet

### 3.8 – Variantes

Les variantes ne sont pas admises dans le cadre de la présente procédure

### 3.9 – Prestations supplémentaires

Les soumissionnaires doivent obligatoirement faire une proposition pour les Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE) figurant à l'article 4.4 du CCATP.

### 3.10 – Mode de règlement

Les variantes ne sont pas admises dans le cadre de la présente procédure



## ARTICLE 4 – CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

### 4.1 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours.  
Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

### 4.2 – Nature des cocontractants

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements.

Conformément à l'article R. 2142-19 du Code de la Commande Publique, les opérateurs économiques sont en effet autorisés à se porter candidat sous forme de groupement solidaire ou conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Le cas échéant et dans les deux formes de groupements, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représentera l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Il est prévu que le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

En outre, en cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement sera un document unique qui indiquera le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engagera à exécuter.

Les candidatures et les offres seront présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation du marché. Un même opérateur économique ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Enfin, la composition du groupement ne pourra être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il pourra demander au pouvoir adjudicateur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants. Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur cette demande après examen de la capacité professionnelle, technique et financière de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation.

Les titulaires pourront sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Dans cette hypothèse, les titulaires demeureront personnellement responsables de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

## ARTICLE 5 – MODALITE DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le dossier de consultation des entreprises est gratuitement mis à disposition par téléchargement sur le site Internet : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Ce dossier de consultation des entreprises remis aux candidats comporte les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la Consultation (*format pdf*),
- Le Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (*format pdf*),
- L'Acte d'Engagement et le Bordereau des Prix Unitaires à compléter (*format pdf*).



## ARTICLE 6 – MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

### 6.1 – Modalité de présentation des offres

Les candidats doivent présenter leur dossier, par lot séparé, dans les conditions décrites ci-dessous sous peine d'être écartés.

Conformément à l'article R.2151-6 du Code de la Commande Publique, les dossiers des candidats seront transmis par voie électronique via la plateforme de dématérialisation : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

### 6.2 – Date et heure limite de réception des plis

La date limite de remise des candidatures et des offres est fixée au :

**Le 07 Mai 2021 - (cf heure limite figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence)**

Les plis parvenus hors délais seront inscrits au registre des dépôts mais ne seront pas acceptés dans le respect des dispositions de l'article R. 2143.2 relatif au Code de la Commande Publique.

### 6.3 – La candidature

Chaque candidat y compris les cotraitants en cas de groupement d'entreprises et les sous-traitants déclarés au moment de l'offre, aura à produire un dossier de candidature complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par la personne habilitée à engager l'opérateur économique.

Le dossier de présentation de chaque candidat devra obligatoirement comprendre les pièces suivantes ci-dessous mentionnées.

Les formulaires-types non fournis dans ce présent dossier de consultation sont téléchargeables sur le site internet du Ministère de l'Economie, et des Finances Publiques : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- Le Document Unique de Marché Européen (DUME, ou eDUME)  
ou
- La lettre de candidature (DC1)
- La déclaration du candidat (DC2)
- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis)
- La copie du ou des jugements, si le candidat est en redressement judiciaire
- Une copie certifiée conforme de tout certificat d'identité professionnelle ou autre référence de nature à prouver la capacité de l'entreprise au regard des prestations objet du présent marché.
- Si le candidat a formalisé des mesures de garantie de qualité pour le type de prestation objet du présent marché, une copie des certificats éventuellement établis par des services externes chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures à des spécifications ou à des normes, ou toutes autres preuves équivalentes.



■ Le cas échéant, le DC4 ou acte spécial relatif à la présentation d'un sous-traitant.

Conformément aux articles 44, 133 à 137 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs sous-traitants pour justifier de ses propres capacités. Dans ce cas, il doit justifier des capacités de ce ou de ces sous-traitants et du fait qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

Pour ce faire, le candidat doit présenter chaque sous-traitant dont il souhaite que les capacités soient prises en compte et indiquer la nature des prestations qu'il envisage de lui confier. Il doit également remettre, pour chacun des sous-traitants, un dossier de présentation comprenant :

- les mêmes documents que ceux exigés des candidats ci-dessus ;
- une lettre signée par chaque sous-traitant par laquelle celui-ci s'engage à mettre à la disposition du candidat, si ce dernier est attributaire, ses moyens pour l'exécution du marché.

Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats n'ayant pas fourni les pièces ci-dessus, seront exclus de la consultation.

#### 6.4 – L'offre

Les candidats auront à produire pour chaque lot, un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par eux :

- Un dossier technique complet pour chaque type de véhicule proposé permettant d'apprécier la réalité des caractéristiques et spécifications exigées au Cahier des Charges, en particulier celle concernant la garde au sol du véhicule, en indiquant la hauteur de la garde au sol. Mesuré à partir du point le plus bas du véhicule (carter, protection carter) ; ainsi que la consommation de carburant et l'émission de CO2 en g/km pour les composants polluants (étiquette énergie/CO2),
- Le prix du forfait d'entretien prévu aux révisions obligatoires (main-d'œuvre comprise), pour chaque véhicule proposé, pendant la durée de garantie,
- Les garanties (1 an minimum, pièces et main d'œuvre), sur les modèles proposés,
- Le délai de livraison,
- Les devis pour la PSE (obligatoire).

Le(s) candidat(s) n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Le(s) candidat(s) est également dispensé de fournir les informations nécessaires à la validation de sa candidature dans le cas où il a déjà répondu à plusieurs marchés publics passés par l'ONF dans les 6 derniers mois et sous réserve, le cas échéant, de leur mise à jour (principe du « dites-le nous une seule fois »).

En cas de réponse sous forme de groupement momentané d'entreprises, chaque entreprise, membre du groupement, doit fournir les documents propres à mettre en évidence, outre sa régularité vis-à-vis des organismes fiscaux et sociaux, la justification de ses qualités et capacités.

Le candidat s'engage sans réserve par sa signature conformément aux clauses et conditions des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions définies au marché.

**NOTA : Dans le cadre de la généralisation de la dématérialisation, les candidats sont fortement invités à indiquer leur adresse électronique (adresse mél). Il conviendra de préciser une adresse généraliste plutôt que nominative afin d'assurer la transmission effective des correspondances.**

**Cette adresse doit être clairement lisible. Il est conseillé de la mentionner en version informatique, plutôt que manuscrite, pour éviter toute confusion.**



## ARTICLE 7 – EXAMEN DES PLIS

### 7.1 – Examen des candidatures

Le pouvoir adjudicateur procédera à l'ouverture et à l'examen de l'offre relative à la candidature.

Avant de procéder à cet examen, s'il constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous les candidats et qui est fixé à 10 jours.

Au vu des pièces et renseignements figurant dans l'offre, sont éliminés conformément aux articles L. 2141-1 à L. 2141-14 et R. 2144.7 du Code de la Commande Publique, les candidats :

1. dont la candidature n'est pas recevable pour les raisons suivantes :
  - le candidat est en état de liquidation judiciaire, ou de faillite personnelle, ou fait l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
  - le candidat a fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions énumérées à l'article 8.1 de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 ;
  - le candidat a fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-2, L.8221-3, L.8221-5 et L.8231-1, L.8241-1 et L.8251-1 du Code du travail ;
  - le candidat n'a pas souscrit, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale ou n'a pas acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date ;
  - le candidat assujéti à l'obligation définie à l'article L.5212-1 du Code du travail n'est pas en règle au regard des dispositions de l'article L.5212-5 du Code du travail ;
  - le candidat a fait l'objet d'une interdiction de concourir aux marchés publics ;
2. qui n'ont pas remis, ou de façon incomplète, les pièces demandées ;
3. qui n'atteignent pas les niveaux de compétences professionnelles, techniques et financières décrites au 6-3.

Conformément aux articles R. 2132-1 à R. 2132-14 du Code de la Commande Publique sur la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics formalisés, si une candidature transmise est rejetée en application des articles L. 2141-1 à L. 2144-14 et R. 2144-7, l'offre correspondante est effacée des fichiers du pouvoir adjudicateur sans avoir été lue. Le candidat en est informé.

### 7.2 – Examen des offres

L'absence des pièces exigées par le présent règlement de la consultation ou leur caractère incomplet entraînera le rejet de l'offre du candidat, pour non-conformité au règlement de la consultation.

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables telles que définies à l'article R. 2152-1 alinéa 1 du code la Commande Publique seront rejetées. Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra décider de mettre en œuvre les dispositions de l'article R. 2152-1 alinéa 2 du Code la Commande Publique et autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Pour les candidats dont l'offre peut être examinée, et conformément à l'article R.2152-7 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur choisira l'offre jugée la plus avantageuse économiquement, selon les critères énoncés et pondérés en pourcentage ci-dessous :

Critères d'attribution		%
Prix du véhicule + forfait entretien + garantie		70 %
dont :	Prix du véhicule + garantie	40%
	Prix PSE	10%
	Prix forfait d'entretien (changement filtre à huile + filtre à air + filtre à carburant + contrôle plaquettes de frein + main-d'œuvre)	20 %
Délai de livraison		20%
Délai de garantie		10%
Total		100%



■ **Notation du prix**, comprenant le prix du véhicule + la PSE + la garantie et le forfait entretien, sur 10 points :  
obtenue par la relation proportionnelle du rapport existant entre le prix total le plus bas et le prix total du fournisseur.  
La note la plus forte est recherchée (prix le plus bas) par la formule :  $10 \times (\text{prix le plus bas}) / (\text{prix de l'entreprise})$ .

■ **Notation sur garantie proposée**, sur 10 points :

Le véhicule sera garanti au minimum un an à compter de la mise en circulation. Pendant toute la durée de la garantie, le fournisseur s'engage à effectuer gratuitement (pièces et main d'œuvre) le changement des pièces reconnues défectueuses par le constructeur, ou leur remise en état par un atelier de son réseau commercial.

- 100 000 km pour une période de  $\leq 3$  ans = 4 points
- 100 000 km au-delà = 6 points

■ **Notation sur le délai de livraison proposée**, sur 10 points :

Analyse individuelle par véhicule :

Délai de livraison sous 1 mois	Délai de livraison supérieur à 1 mois
8 points	2 points

### 7.3 Précisions ou compléments sur les offres

L'ONF pourra demander au candidat de préciser certains points de l'offre et d'amener d'éventuels compléments nécessaire à son jugement.

En particulier et sans préjudice à l'article 8 du présent règlement de la consultation (offres anormalement basses), le candidat pourra être amené à produire un sous-détail des prix.

### 7.4 Négociation

Le pouvoir adjudicateur pourra engager une négociation avec les candidats.  
La négociation portera sur le délai de livraison et/ou le prix.  
L'ONF peut toutefois attribuer le marché sans négocier.

### 7.5 Attribution du marché

Le marché sera attribué au candidat dont l'offre se révélera économiquement la plus avantageuse (compte tenu des critères pondérés énoncés à l'article 7.2 du présent règlement) et ayant obtenue le plus de points sur un total de 10.

**Le candidat retenu fournira les attestations sociales et fiscales au 31 décembre de l'année précédente ainsi que son attestation de responsabilité civile professionnelle (ARCP) dans un délai de 10 jours calendaires à partir de la demande qui lui sera faite.**

Si le candidat retenu ne peut produire les documents dans le délai fixé par l'ONF, son offre est rejetée et la même demande est présentée au candidat suivant dans le classement des offres, établi par le pouvoir adjudicateur.

L'ONF pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

## ARTICLE 8 – TRAITEMENT DES OFFRES ANORMALEMENT BASSES

Conformément à l'article R.2152-3 du Code de la Commande Publique, dans le cas où leur offre paraîtrait anormalement basse, les candidats devront être en mesure de fournir toutes les justifications sur la composition de l'offre qui leur seront demandées par l'ONF pour lui permettre d'apprécier si l'offre de prix proposée est susceptible de couvrir les coûts du marché.

Si les informations fournies ne permettent pas au candidat de justifier son prix, son offre pourra être rejetée.



## ARTICLE 9 – PIÈCES A REMETTRE PAR LE CANDIDAT ATRIBUTAIRE

Le candidat attributaire devra remettre les pièces suivantes :

### 1. Dans tous les cas :

- a) Une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner et n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-14 du Code de la Commande Publique ;
- b) Une attestation de fourniture de déclarations sociales, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant et datant de moins de 6 mois ;
- c) Une déclaration sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalité des entreprises lorsque le cocontractant n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au a) ou au b) du présent article.

### 2. Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, document publicitaire ou correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou tableau d'un ordre professionnel, ou référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.

### 3. Lorsque le candidat emploie des salariés :

Une attestation sur l'honneur établie par ce contractant, à la date de signature du contrat et tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, de la réalisation du travail avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du Code du travail.

Ces pièces mises à jour seront exigées tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

### 4. Au titre des attestations et des certificats sociaux et fiscaux

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise les certificats sociaux et fiscaux délivrés par les organismes compétents, au titre de l'année précédant le lancement de la consultation.

Le candidat peut produire comme justificatif de sa situation fiscale et sociale :

- Soit une copie de la page 3/3 de l'état annuel des certificats reçus (l'état annuel est obtenu à partir du formulaire NOT12 auprès du Directeur départemental des finances publiques où le candidat s'acquitte de ses obligations fiscales) ;
- Soit une copie des attestations fiscales et sociales :
  - les certificats fiscaux : la liasse 3666 (en trois ou quatre volets selon la situation du candidat) délivrée par les services fiscaux et attestant de la souscription des déclarations et des paiements concernant l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée ;
  - les certificats sociaux délivrés par les caisses concernées (certificat URSSAF attestant la déclaration et le versement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales,...).

Les certificats fiscaux et sociaux sont ceux établis pour l'année au cours de laquelle l'avis d'appel public à la concurrence est envoyé à la publication et traduisent la situation au 31 décembre de l'année précédente.

Les entreprises individuelles et sociétés de capitaux créées après le 31 décembre de l'année précédente doivent fournir à la place des certificats fiscaux et sociaux un récépissé de dépôt auprès d'un centre de formalités des entreprises ou un extrait Kbis.

Les sociétés de personnes et groupements ayant la personnalité morale créées après le 31 décembre de l'année précédente doivent fournir les volets 1 et 4 de la liasse 3666 en autant d'exemplaires qu'il y a d'associés ou de personnes redevables de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés ; à la place des autres certificats, ils doivent produire un récépissé de dépôt auprès d'un centre de formalités des entreprises ou un extrait Kbis.



Les candidats établis dans un État membre de l'Union Européenne autre que la France devront produire les certificats équivalents établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

Si les candidats ne sont pas établis dans l'Union Européenne, ils doivent produire une déclaration sous serment effectuée devant une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine.

Toute déclaration inexacte pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article 2196-8 du Code de la Commande Publique.

Ces certificats devront être fournis par le candidat, dans un délai de 10 jours, compté à partir de la réception de la demande de l'ONF (par télécopie ou lettre recommandée avec AR).

Si le candidat retenu est un groupement, la demande de l'ONF sera adressée au mandataire du groupement qui devra présenter, dans le délai indiqué ci-dessus, les pièces exigées pour l'ensemble des membres du groupement.

Si le candidat retenu a présenté un ou des sous-traitants (s'agissant de la prestation de services de logistique), il devra également joindre à ses propres certificats, les certificats de son ou de ses sous-traitants.

L'attention des candidats est attirée sur les éléments suivants :

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la Commande Publique, si le candidat retenu ne peut produire les certificats fiscaux et sociaux dans le délai fixé par l'ONF, son offre est rejetée et la même demande est présentée au candidat suivant dans le classement des offres établi par le pouvoir adjudicateur.

## ARTICLE 10 – DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires d'ordre administratif, juridique ou technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leur demande au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres.

Les renseignements complémentaires éventuels sur le marché seront communiqués par l'ONF 5 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si la nature des renseignements l'exige, une réponse sera alors adressée en temps utile à toutes les entreprises ayant retiré le dossier de consultation.

## ARTICLE 11 – DELAI DE MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

L'ONF se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, en les portant à la connaissance des candidats, le cas échéant par avis de publicité modificatif, au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi, par l'ONF, du dossier modifié aux candidats ayant retiré le dossier initial ou, lorsqu'un avis modificatif est publié, à compter de la date d'envoi de cet avis à la publication.

Cayenne, le 06 Avril 2021

La Directrice Territoriale  
de l'OFFICE NATIONAL DES FORETS

Catherine LATREILLE

